



Wetlands
INTERNATIONAL



WETLANDS INTERNATIONAL AFRIQUE
RAPPORT ANNUEL 2014



EDITORIAL.....	3
I. ACRONYMES & ABREVIATIONS.....	4
II. PRESENTATION & MISSION DE WETLANDS INTERNATIONAL AFRIQUE.....	5
III. TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2014.....	6
IV. GRANDS AXES D'INTERVENTION ET PROJETS.....	10
A - CHANGEMENTS CLIMATIQU □	
B - GESTION ET RESTAURATION DES ECOSYSTEMES DEGRADEES.....	
C - CONSERVATION DE LA BIODIVERSITE.....	
1. Voies de Migration..... □	
2. Habitats..... □	
D - □	
E - ZOOM SUR LES PARTENAIRES POUR LA RESILIENCE (Pfr) AU MALI.....	
F - RENFORCEMENT DE CAPA □	
G - TEMOIGNAGES DES BE □	
V. COMMUNICATION.....	34
VI. ETATS FINANCIERS.....	35
VII. L'EQUIPE DE WETLANDS INTERNATIONAL AFRIQUE.....	36-37
VIII. PERSPECTIVES.....	38

“ CONSOLIDATION DES ACQUIS ”

L'année 2014 a été sans nul doute une année dynamique pour le bureau régional, celle de la consolidation des acquis obtenus par Wetlands International Afrique ces dernières années. Plusieurs actes majeurs ont été posés par l'organisation. Celle-ci a renforcé son leadership dans le monde de la conservation. Dans le cadre de ses projets et programmes, de nombreuses activités liées notamment à la gestion des écosystèmes des zones humides et leur restauration ont été menées. C'est le cas au Sénégal, en Gambie, en Guinée-Bissau, au Nigéria et au Kenya mais aussi et surtout dans une bonne partie de la Corne de l'Afrique (Ethiopie, Ouganda et Soudan du Sud).

Depuis l'arrivée de Wetlands International en Afrique en 1998, nous ne cessons d'ouvrir pour la gestion durable des zones humides, la préservation de la biodiversité, l'adaptation au changement climatique et la réduction de la pauvreté dans le continent. Ce qui demeure notre crédo et notre combat quotidien. La tâche est certes ardue mais nous sommes conscients que pour inciter les communautés locales à préserver leur environnement et les ressources naturelles, il faut travailler à améliorer leurs conditions d'existence d'abord. C'est pourquoi, Wetlands International a mis en place des programmes de la dimension de Alliance pour les Ecosystèmes (EA), Partenaires pour la Résilience (PfR), Arctic to Africa entre autres.

2014 a donc été une année de consolidation des acquis. La preuve, plusieurs activités de conservation et de restauration ont été menées, et des mesures alternatives prises pour accompagner les communautés bénéficiaires. En Gambie, en Guinée-Bissau, au Nigéria et au Sénégal, des dizaines d'hectares de mangrove ont été reboisées.

Au Kenya, par exemple, l'une de nos plus grandes réalisations a été de soutenir le développement de la Politique Nationale des Zones Humides et la validation du Plan de Gestion Intégrée du lac Naivasha.

Nous avons également consolidé notre travail dans les bassins des fleuves Ewaso Nyiro et Tana (Kenya), Niger et Sénégal pour une approche intégrée de gestion de ces écosystèmes.

En posant tous ces actes, Wetlands International Afrique s'investit à la consolidation des acquis pour une résilience accrue des écosystèmes et des populations bénéficiaires.

Toutefois, notre présence dans le delta du Tana et le Soudan du Sud a été perturbée par l'instabilité et les problèmes de sécurité notés en début d'année dans la zone : une situation qui complique les défis de la conservation.

Ainsi, des résultats probants ont été au bout des efforts consentis un peu partout en Afrique. Mieux, l'horizon est porteur d'espoir.

Permettez-nous à travers cette tribune de remercier, d'encourager et de rendre un hommage mérité à tout le personnel de Wetlands International à l'origine de toutes ces réalisations.

C'est le moment également d'exprimer notre gratitude à tous nos partenaires techniques et financiers pour leur soutien et leur confiance qui ne nous ont jamais fait défaut pour nous permettre de mieux « sauvegarder et restaurer les zones humides pour les personnes et la nature »



Ibrahima THIAM
Directeur Régional



Amadou Moctar Niang
Président du Conseil de Fondation

I. ACRONYMES ET ABREVIATIONS

A2A: From the Arctic To Africa

ACC : Adaptation au Changement Climatique

AIV Dassilamè : Association Inter Villageoise de Développement de Dassilamè

AIV Ndiaël : Association Inter Villageoise du Ndiaël

AMCOW : Association des Ministres Africains en Charge de l'Eau

AEWA : Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie

BAD : Banque Africaine de Développement

CCLME: Canary Current Large Marine Ecosystem

DPN : Direction des Parcs Nationaux

DIN : Delta Intérieur du Niger

EBA : Adaptation au changement climatique Basée sur les Ecosystèmes

GIRE : Gestion Intégrée des Ressources en Eau

GIZC : Gestion Intégrée des Zones Côtières

GRN : Gestion des Ressources Naturelles

(ISE) : Institut des Sciences de l'Environnement

JVE : Jeunes Volontaires pour l'Environnement

MEDD : Ministère de l'Environnement et du Développement Durable

OLAG : Office du Lac de Guiers

OMVS : Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal

ONG : Organisation Non-Gouvernementale

PNOD : Parc National des Oiseaux du Djoudj

PNUE : Programme des Nations Unies pour l'Environnement

PRCM : Programme Régional de Conservation de la zone Côtière et Marine en Afrique de l'Ouest

PRDI : Plan Régional de Développement Intégré

PREFELAG : Projet de restauration des fonctions socio-écologiques du Lac de Guiers

PfR : Partenars for Resilience

RBT : Réserve de Biosphère Transfrontalière

RRD : Risques de Réduction de Désastres (DRR Disaster Risk Reduction)

RSAN : Réserve Spéciale d'Avifaune du Ndiaël

SIDA : Agence suédoise de développement international (SIDA)

SCRSE : Projet de renforcement de la résilience communautaire dans la région Somalie en Ethiopie

SLBP : Projet pour la Biodiversité et les Moyens Durables de Subsistance

TEEB: Evaluation Economique des Ecosystèmes (The Economy of Ecosystem and Biodiversity)

UICN : Union Internationale pour la Conservation de la Nature

WAAME: Association Ouest-Africaine pour l'Environnement Marin

WARA-CLIREC: Alliance du fleuve Waso pour les Communautés Résilientes au Climat

WASH : Eau Assainissement et Santé (Water Sanitation and Health)

ZHOMASS : Zones Humides et Oiseaux Migrateurs en Afrique au Sud du Sahara

II. PRESENTATION & MISSIONS DE WETLANDS INTERNATIONAL AFRIQUE

Wetlands International est la principale organisation mondiale à but non lucratif pour la conservation et la restauration des zones humides, avec 60 ans d'expérience au service des populations.

Wetlands International est présente en Afrique depuis 1998. Elle intervient sur le continent à travers son bureau régional à Dakar (Sénégal) et ses bureaux pays au Mali, en Guinée-Bissau, au Kenya et un bureau de projet au Nigéria depuis 2013.



Wetlands International Afrique s'investit pour faire face aux défis qui interpellent le monde en matière d'environnement. Il s'agit de la gestion des zones humides pour une amélioration des conditions de vie des populations, de la restauration des habitats et la conservation de la biodiversité, de la gestion durable de l'eau, de l'adaptation aux changements climatiques et de l'émergence puis l'effectivité d'une économie verte entre autres.

L'organisation est aussi le bras technique privilégié de certains partenaires dans le domaine de la conservation. Elle joue également un rôle d'avant-garde et d'alerte dans la préservation de l'environnement.

D'importants progrès ont été réalisés ces dernières années par Wetlands International Afrique notamment dans la problématique de gestion des bassins fluviaux (Bassin du Niger), dans la restauration des écosystèmes de mangroves et la création d'activités génératrices de revenus pour lutter contre la pauvreté des populations locales.

Depuis quatre ans, l'organisation a défini et suit une feuille de route stratégique globale portant sur la période 2011-2020. Wetlands International Afrique s'y est engagée pour un mieux-être des communautés. Dans cette dynamique et de concert avec les partenaires, les pouvoirs publics et les chercheurs au niveau régional, elle a développé et mis en œuvre un plan quinquennal (2011-2015) qui est déjà dans un processus de révision en vue du prochain quinquennat. De nos jours, tous les acteurs sont convaincus et s'accordent qu'il faut une bonne gestion des zones humides dans le monde pour arriver à un développement durable.



III. TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2014



Visite d'échange des gestionnaires de sites et de mise en place d'accord de collaboration dans le cadre du projet A2A, Naryan-Mar (Russie), juin 2014

A la suite de la visite effectuée par les partenaires russes au Sénégal et en Mauritanie en début d'année, les responsables du Parc National du Diawling (Mauritanie) et du Parc National des Oiseaux du Djoudj (Sénégal), partenaires du projet "From the Arctic to Africa", se sont rendus à Nenetsky (Russie) pour une visite d'échange et le renforcement de la coopération entre acteurs au niveau de la Voie de Migration Atlantique-Est.

Dans le cadre de la promotion de cette coopération internationale pour la conservation des oiseaux d'eau migrateurs, Wetlands International a initié et facilité la mise en place du Protocole d'Accord tripartite de collaboration et d'échange d'informations entre le Parc National des Oiseaux du Djoudj, le Parc National du Diawling et la Réserve Nationale de l'Etat de Nenetsky (Russie).



11e Conférence des Parties (COP 11), Le Cap, Afrique du Sud, en mars 2014

C'est durant cette rencontre que Wetlands International Afrique et l'UICN-Sénégal ont sensibilisé les partenaires et obtenu à l'unanimité des parties, la décision de la signature d'un Protocole additionnel pour un arrimage de la Charte pour une gestion durable des mangroves à la Convention d'Abidjan. Ce résultat est la concrétisation de l'une des recommandations du 7ème Forum côtier régional et marin du PRCM tenu à Dakar en novembre 2013.



Sur invitation du Président de la République du Sénégal, M. Macky Sall, les deux experts hollandais ont effectué une mission de cadrage sur la brèche de Saint-Louis afin de trouver une solution durable à ce problème écologique.

L'Equipe d'experts hollandais sur la brèche de Saint-Louis dans les locaux de Wetlands International Afrique, Dakar, Novembre 2014.

A l'issue des travaux, plusieurs recommandations ont été faites notamment sur la nécessité d'attirer l'attention des autorités sur l'application effective des mesures politiques et juridiques en vigueur pour la conservation de la biodiversité dans les sept pays membres du CCLME. Par exemple, élaborer et mettre en place des plans d'aménagement des pêcheries de ressources partagées ; promouvoir la généralisation de(s) évaluations environnementale(s) stratégique(s) au niveau régional.



3e Réunion du Groupe de Travail Biodiversité, Habitat et Qualité de l'Eau dans la Région du CCLME Casablanca, (Maroc), 23-25 Septembre 2014, (Source CCLME)



Durant ces assises, et sur initiative de Wetlands International, il a été décidé l'élaboration d'un nouveau plan de gestion du site tout en l'adaptant à la situation actuelle de la Réserve Spéciale d'Avifaune du Ndiael (RSAN). Le document qui va être validé en 2015 sera la nouvelle feuille de route des responsables pour la gestion de la Réserve pendant les cinq (05) prochaines années.

Evaluation à mi-parcours du projet " Contribution à la remise en eau du Ndiael " et réflexion sur le futur Plan de gestion du site, 17 et 18 juin 2014, Ross-Béthio (Nord du Sénégal)



Wetlands International a été un des acteurs clés dans l'organisation du forum scientifique sur le thème "Zones Humides et Agriculture : cultivons le partenariat". La manifestation était sous la houlette de la Direction de Parcs Nationaux (DPN).

Célébration de la 18e Journée Mondiale des Zones Humides, Ministère de l'Environnement et du développement durable (MEDD) à Dakar, (Sénégal), 03 Février 2014.



Conformément à son objectif principal, cette formation a permis de renforcer les capacités des acteurs locaux pour la promotion et la mise en œuvre de l'approche écosystémique à travers les plans de développement du Delta du Niger au Nigéria.

Formation sur l'approche écosystémique dans le cadre du projet SLBP, Port Harcourt (Nigéria), 19 novembre 2014.



Le Plan de gestion intégrée du lac Naivasha dont le processus de planification et d'élaboration a démarré depuis 2010, a été finalement lancé grâce à l'appui de Wetlands International à l'Institut de formation de la faune du Kenya à Naivasha. Il y a eu une implication des principales parties prenantes opérant au niveau du site

Lancement du Plan de gestion intégrée du lac Naivasha (Kenya), 28 Avril 2014



Ouverture de la 5e Semaine Africaine de l'Eau, Dakar (Sénégal), 26-31 Mai 2014, par Mme Aminata Touré, le Premier Ministre du Sénégal, en discussions ici avec Papa Mawade Wade, Coordonnateur de programmes à Wetlands International Afrique.

Membre du Comité Scientifique et du Comité national d'organisation, Wetlands International a joué un rôle important dans le déroulement et la réussite de la 5^e Semaine Africaine de l'Eau sur initiative de l'Association des Ministres Africains en Charge de l'Eau (AMCOW). En plus de la communication sur la Remise en eau du Ndiael, elle a participé au financement de l'évènement et a assuré la traduction en anglais des 20 communications présentées lors des side event organisés par le Groupe Sénégal.



Campagne de mobilisation pour la défense des terres du Ndiael, Téméye, (Sénégal), 10 Avril 2014

Cette manifestation pacifique organisée par le collectif des 37 villages riverains du Ndiael, était destinée à protester contre les menaces que le projet Senhuile, implanté depuis 2012 dans la zone, fait peser sur leurs activités pastorales ainsi que leurs conditions de vie et d'existence. Aux cotés des populations locales, Wetlands International y a pris une part active avec d'autres organisations de la société civile pour la défense de l'intégrité de la RSN et l'intérêt des communautés locales.

Comme chaque année, Wetlands International Afrique a participé activement aux opérations de dénombrement annuel des oiseaux d'eau au niveau du Sénégal. Outre sa contribution financière au plan national cette année, une équipe de l'organisation s'est rendue au Parc National des Oiseaux du Djoudj (PNOD) pour appuyer techniquement les travaux de décompte.



Dénombrement international des oiseaux d'eau, Sénégal, 15 janvier 2014



Lancement du Projet de Gestion Intégrée des Zones Cotières (GIZC) à Saint-Louis, Sénégal, le 18 janvier 2014

A l'image de Mbour, Cayar et Joal-Fadiouth, le projet GIZC, exécuté par le consortium Enda Energie Wetlands International, a été lancé officiellement à Guet Ndar à Saint-Louis. Toutes ces localités précitées sont touchées de pleins fouets par le phénomène de l'érosion cotière. L'objectif dudit projet repose sur le support institutionnel et le développement de mécanismes de plaidoyer pour accompagner la mise en place du processus de GIZC.

IV. GRANDS AXES D'INTERVENTION ET PROJETS

A. CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Les changements climatiques sont au cœur des interventions de Wetlands International. Du Sénégal au Mali en passant par le Nigéria et le Kenya, plusieurs actions ont été menées en faveur des communautés bénéficiaires pour les amener à faire face au phénomène.

1. Approche écosystémique et adaptation au changement climatique

a. Wetlands International a formé les nouveaux élus locaux du nord et du centre du Sénégal

Dans le cadre du Programme Ecosystem Alliance, Wetlands International a organisé en novembre 2014 une série de sessions de formation à l'intention des nouveaux conseillers municipaux des localités de Ndiayène Pendao et de Ndièbène Gandiole (Saint-Louis) dans le nord et de Toubacouta (Fatick) dans le centre ouest du Sénégal. Il s'est agi de plancher sur l'approche écosystémique, l'adaptation au changement climatique pour leur intégration dans les futurs Plans d'Investissement Communaux (PIC).



Les conseillers de la nouvelle commune de Gandiole, Région de Saint-Louis, pendant la formation

L'approche écosystémique est une "stratégie de gestion intégrée de l'eau, des terres et des ressources biologiques, favorisant de manière équitable leur conservation et utilisation durable", une approche participative et holistique qui intéresse tous les utilisateurs des écosystèmes et bénéficiaires des services écosystémiques.

Le projet développé par Wetlands International et le Forum Civil a commencé le processus de mise en place des pépinières communautaires dans toutes ces communes citées.



Session de formation à l'intention des conseillers municipaux de Ndiayène Pendao, Région de Saint-Louis, Sénégal.

La problématique de l'érosion sous toutes ses formes (hydrique et éolienne) a été abordée.

A Ndiayène Pendao, ce phénomène entraîne l'ensablement des cours d'eau et des routes et peut être jugulé par des techniques de conservation des terres et des sols : Défense et Restauration des Sols (DRS) et Conservation des Eau et des Sols (CES).



Une intercommunalité entre la Mairie de Toubacouta et celle de Karang est envisagée dans le futur. Celle-ci pourrait être élargie aux municipalités de Sokone (la plus ancienne de la zone) et de Diossong voire toutes les communes riveraines à la mangrove pour la mise en place de la plateforme pour la sauvegarde de l'écosystème de mangrove dans le département de Foundiougne

Le Maire de Toubacouta, Région de Fatick, recevant son attestation des mains d'une conseillère municipale

b. Nigéria / Pour le développement du Delta du Niger

• Wetlands International a formé les acteurs locaux sur l'approche écosystémique

Le Projet sur les Moyens Durables de Subsistance et la Biodiversité (SLBP) dans le Delta du Niger au Nigeria est une initiative de Wetlands International, de Shell et du Partenariat international pour les zones humides. Le SLBP est mis en œuvre par le bureau régional Afrique de Wetlands International sur financement de Shell International et des Pays-Bas. Il a beaucoup travaillé sur la question.



L'atelier de formation sur l' " *approche écosystémique* " a été tenu le 19 novembre 2014 à Port Harcourt dans l'Etat du Rivers, au Nigéria. Organisé par Wetlands International dans le cadre de son projet sur les Moyens Durables de Subsistance et la Biodiversité (SLBP) dans le Delta du Niger, l'objectif principal de la rencontre était de renforcer les capacités des acteurs locaux pour la promotion et l'application de l'approche écosystémique dans les plans de développement du Delta du Niger. Il s'est agi en particulier de tirer les meilleures leçons et les bonnes pratiques de la première étape de ce projet pour une utilisation à des niveaux plus élevés de l'Etat et de la communauté.

Session de formation sur l'approche écosystémique à Port Harcourt, Nigéria.

Le Projet sur les Moyens Durables de Subsistance et la Biodiversité (SLBP) dans le delta du Niger, cherche à démontrer comment la restauration et la conservation des écosystèmes des zones humides peuvent efficacement influencer l'amélioration des moyens d'existence des communautés locales. Il est question d'étendre la compréhension et l'intégration des services fournis par les zones humides dans le développement durable ainsi que la prise en compte des préoccupations écosystémique dans les prises de décision afin de mobiliser le soutien à une approche basée sur l'écosystème dans le développement du Delta du Niger.

Cette approche est d'autant plus importante que le SLBP va également renforcer la société civile dans la mise en œuvre et la promotion des approches écosystémiques pour mieux l'aider dans sa collaboration avec le gouvernement et les investisseurs dans le pétrole et le gaz. Il s'agit de créer un environnement favorable, grâce à de bonnes politiques et de bonnes pratiques.

• Cartographie des Organisations de la Société Civile (OSC) et évaluation des besoins dans le Delta du Niger, Nigéria.

Le SLBP a validé les résultats de l'évaluation des besoins des ONG dans le Delta du Niger au Nigeria en particulier les deltas et fleuves dans l'Etat du Bayelsa, pour la promotion et la mise en œuvre d'une approche de développement écosystémique.

Il a situé les résultats de l'évaluation des interactions et du suivi des capacités des OSC dans la mise en œuvre et la promotion de l'approche fondée sur les écosystèmes.

Enfin les possibilités de l'approche basée sur les écosystèmes ont été explorées pour renforcer davantage les capacités des OSC sélectionnées. Parmi elles, 20 ont travaillé avec Wetlands International dans la promotion et la mise en œuvre d'une approche basée sur les écosystèmes dans le delta du Niger au Nigéria.

c. Kenya/2^e édition de la Caravane du Chameau sur l'adaptation au changement climatique

Elle a été à nouveau l'occasion de dérouler la stratégie de plaidoyer qui est un pilier des objectifs du programme Partenaires pour la Résilience (PfR). L'événement a été organisé autour des communautés pastorales des comtés de Laikipia, Isiolo et Samburu. Les deux ethnies majoritaires, les Borana et les Samburu qui dépendent essentiellement de l'écosystème du fleuve Nyiro Ewaso pour leur survie et leurs moyens de subsistance, ont été impliquées. Le thème de cette année, a porté sur «*La conservation de la rivière Ewaso Nyiro pour la paix et la prospérité*». Un plaidoyer important sur la conservation d'Ewaso Nyiro et la Paix, a été fait car dans un passé récent, des conflits ont eu lieu sur le partage des ressources de l'écosystème du fleuve Ewaso Nyiro. La caravane a favorisé la paix acquise au cours des deux dernières années en renouvelant et en renforçant la coopération



Caravane du Chameau au fleuve Ewaso, au Kenya, en aout 2014

et la solidarité entre les communautés à travers cet événement. L'autre aspect important de cette caravane a été le plaidoyer pour les droits des filles, notamment le droit à l'éducation et à l'arrêt des mutilations génitales féminines (MGF). C'est ainsi qu'un groupe de filles a marché avec la caravane du Bas Ewaso Nyiro à partir de Merti jusqu'au poste de Archers pour faire passer ce message.

Un mémorandum a été présenté aux gouverneurs de Laikipia, de Samburu et d'Isiolo avec un message fort sur la protection des moyens de subsistance des communautés dépendant d'Ewaso Nyiro. Les résultats concrets obtenus s'illustrent à travers l'engagement pris devant la presse par le gouverneur du comté d'Isiolo, à ne plus jamais accepter par son comté, toute action pouvant induire des effets négatifs potentiels sur Ewaso Nyiro. Mieux, il a fait la promesse ferme que les communautés seraient désormais pleinement impliquées dans toutes les activités futures touchant au fleuve Ewaso. Il a aussi exprimé son désir de faire de la campagne Caravane du Chameau, un événement annuel pour la conservation du fleuve Ewaso Nyiro et de ses écosystèmes, ce qui serait une victoire éclatante pour la défense de l'environnement et des droits humains dans cette partie du Kenya.

• **L'Alliance pour Les communautés résilientes face au changement climatique au niveau du fleuve Waso (WARA-CLIREC).**

Le projet financé par l'Agence suédoise de développement international (SIDA) à travers ACT (une ONG locale) vise à réduire les effets du changement climatique sur les communautés locales en aidant celles-ci à développer la résilience. Il a permis l'évaluation de la situation de vulnérabilité climatique de cinq communautés qui a établi que Basa, Biliko, Gafarsa, Iresaboru et Korbessa, ont encore des écosystèmes en bon état même si certains sont considérablement dégradés. Il est également apparu que l'approche Bio-right est viable pour toutes les communautés.

Le projet a aussi permis la planification participative de l'action pour le climat dans laquelle les membres de chacune des cinq communautés ont été activement impliqués. Le projet prévoit de les aider à développer leur résilience.

Certaines activités ont été menées en accord avec le plan d'action sur la gestion des espèces envahissantes dans les zones riveraines afin de créer des puits peu profonds et d'améliorer l'accessibilité au pâturage, au fleuve et aux zones riveraines en saison sèche. Dans deux communautés, l'irrigation à petite échelle pour la sécurité alimentaire a été soutenue avec l'ouverture de canaux d'irrigation et de la tuyauterie d'eau à partir du fleuve jusqu'aux fermes éloignées de la zone riveraine. Dans un de ces villages, une pompe à énergie solaire a été installée pour le transport de l'eau vers les fermes. En contrepartie de ce soutien, les communautés se sont engagées à planter des pépinières d'arbres dans leurs fermes. Ces pépinières deviendront en partie des arbres fruitiers.

• Promouvoir la participation des acteurs non étatiques

Soixante acteurs non étatiques du bas delta du fleuve Ewaso Nyiro ont été formés au plaidoyer pour le climat et la gouvernance de l'eau dans le comté d'Isiolo. Il s'est agi notamment de renforcer les capacités de ces organisations partenaires et groupes d'utilisateurs sur l'adaptation basée sur les écosystèmes. Une activité similaire sur le plaidoyer et le lobbying pour la gouvernance climatique de l'eau a été tenue au comté d'Isiolo. Ceci a été combiné au renforcement des capacités sur le développement et la gestion organisationnelle des groupes d'utilisateurs et des organisations du réseau.



Table ronde communautaire, Kenya

Le principal résultat est que ces activités ont suscité un grand besoin de compétences dans la gestion des écosystèmes et des structures de gestion de l'eau, la collecte de fonds et le plaidoyer.

Enfin, l'Alliance pour les écosystèmes a fait un plaidoyer pour impliquer activement les communautés dans la gouvernance climatique de l'eau. Des tables rondes, des fora ont été tenus dans chacune des cinq communautés villageoises concernées pour discuter des questions sur l'adaptation des personnes aux changements climatiques et la gouvernance de l'eau, le plaidoyer et de lobbying. Cette activité est un prélude au Dialogue des intervenants du fleuve Waso, une concertation prévue en Février 2015 et qui impliquera des fonctionnaires du comté d'Isiolo ainsi que des représentants élus.

2. Evaluation des biens et services écosystémiques au niveau du bassin du fleuve Sénégal

a. Wetlands International et le Haut Commissariat de l'OMVS œuvrent pour un partenariat fécond



L'évaluation des biens et services écosystémiques des zones humides sur l'ensemble du bassin du fleuve Sénégal, reste une préoccupation majeure pour Wetlands International et l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS). Elles s'y sont engagées résolument à travers la planification d'une étude qui sera commanditée dans le cadre du protocole de partenariat signé entre les deux (02) organisations depuis juillet 2012 et renouvelable de manière tacite

M. Kabiné Komara, le Haut-commissaire de l'OMVS et M. Ibrahima Thiam, le Directeur Régional de Wetlands International en discussion au Siège de l'OMVS, Dakar (Sénégal), 22 mai 2014.



L'étude envisagée fera un rapide inventaire des zones humides (ZH) dans les 04 États membres de l'OMVS. Elle abordera aussi une analyse situationnelle complétée par des enquêtes, l'évaluation et l'analyse des risques et opportunités pour le maintien des services écosystémiques ainsi que la cartographie et l'évaluation économique de certaines ZH entre autres. Les travaux de cette étude sont prévus pour l'année 2015.

La délégation de Wetlands international Afrique reçue à l'OMVS

c. KENYA / L'évaluation économique des écosystèmes et de la biodiversité dans le bassin du Tana

L'étude TEEB couvre l'ensemble du bassin du fleuve Tana et doit servir de feuille de route aux futurs plans de développement dans ce bassin, tout en tenant compte de la valeur des services écosystémiques. Les données et les résultats seront bientôt publiés dans le cadre du programme Ecosystem Alliance.

• Des progrès sur la politique nationale des zones humides

La politique nationale des zones humides a été adoptée au Parlement kenyan et le projet de loi sera bientôt publié au journal officiel. La mise en œuvre de cette politique va améliorer la gestion et, par delà, l'état des zones humides dans le pays.

• Classification du site Ramsar du Tana Delta



Fleuve Tana, Kenya

Le site du Tana Delta a été officiellement consacré site Ramsar en fin Janvier 2014. Il est le sixième site Ramsar du Kenya. Cette classification a été l'événement phare de la Journée mondiale des zones humides de 2014 dans le pays.

• Analyse scientifique des effets de changements climatiques sur le fleuve Tana

Une importante conférence nationale sur la situation du fleuve Tana a été tenue dans le comté éponyme grâce à l'appui financier de Wetlands International. Il s'est agi, lors de ces assises, de faire un examen approfondi des études scientifiques sur les effets des changements climatiques, sur les ressources naturelles et les activités humaines comme en témoigne le thème de la conférence: *"L'impact des changements climatiques sur les ressources naturelles et les activités humaines dans le comté du Tana River, Kenya "*. Cette conférence est la première du genre dans le pays. Il est prévu de la répliquer dans chaque comté.

Toutes ces 3 activités précitées ont été financées par le gouvernement néerlandais dans le cadre du Programme Ecosystem Alliance

B. GESTION ET RESTAURATION DES ECOSYSTEMS DEGRADEES

Dans plusieurs pays du continent, les écosystèmes sont depuis des années dégradés. Ainsi, Wetlands International Afrique et ses partenaires ont initié des projets de réhabilitation qu'ils exécutent. C'est le cas en Gambie, en Guinée-Bissau, au Kenya, au Nigéria et au Sénégal. Ces activités sont liées à la restauration des superficies de mangrove et à la récupération des terres salées.

1. Gestion et Conservation de la Mangrove

a. Reboisement de mangrove en Gambie et en Guinée-Bissau

Des opérations de reboisement ont été effectuées du 1^{er} au 10 septembre 2014 en Gambie et en Guinée. Ces activités s'inscrivent dans le cadre de la dernière année du Projet Demo No5 du CCLME. Sur un objectif global de 100ha par pays fixé, 40.5 ha ont été reboisés en Gambie. La sensibilisation et la mobilisation des populations ainsi qu'une formation sur les techniques de reboisement de mangrove ont constitué des préalables importants effectués pour garantir le succès de ces initiatives de reboisement.



Forêt dégradée de mangrove (à g) et Reboisement par les populations de Jorring en Gambie (à d)

En Gambie, en plus des deux villages pilotes de Sandeng et de Bondali Tenda, de nouvelles localités ont été choisies. Il s'agit des sites de Jorring, de Jiffarong et de Bondali qui ont été reboisés.

En Guinée-Bissau, les opérations se sont déroulées à Antotinha et à Campada Maria.



Richard Dacosta, le chargé du projet recevant un cadeau des populations d'Antotinha, en guise de reconnaissance du travail effectué par le CCLME en Guinée-Bissau

b. Kenya / La conservation de la mangrove avec le Projet Kipini

Avec un financement de la Fondation Tejcheve à travers le projet Kipini, l'évaluation du niveau de dégradation de la forêt de mangrove de Kipini a été conduite en association avec l'identification de sites potentiels pour des reboisements. Cette évaluation a été exécutée en étroite collaboration avec les membres de la communauté locale, communément appelés "champions de la mangrove".

Dans la dynamique de conservation de cette forêt de Kipini et sous la houlette des collectivités locales de la région de Watamu, les « champions de la mangrove » ont été initiés à plusieurs types d'activités génératrices de revenus, toutes liées à la conservation des mangroves. Parmi ces activités, l'apiculture et la crevetticulture sont privilégiées pour l'amélioration des moyens de subsistance

c. Nigéria/ Formation sur les méthodes écologiques de restauration des mangroves

L'objectif était d'initier les participants aux écosystèmes de mangroves, de donner un aperçu de la biodiversité de la mangrove, d'assurer la gestion de la mangrove et les techniques de restauration.

Le cours de formation (14 au 16 mai 2014) a connu un bon taux de participation et les bénéficiaires ont effectué une visite de terrain. De nouvelles connaissances ont été acquises. Ce qui a encouragé les participants dans leur quête de connaissance de la valeur de la mangrove et les efforts déployés dans le cadre du programme de restauration de la mangrove.

d. Sénégal. / Reboisement de mangrove et formation des acteurs

Plus de 13 ha ont été reboisés à Saint-Louis dans la Réserve Naturelle Communautaire (RNC) de Gandon, 12 ha à Sokone de même que la formation des acteurs à Sokone en début août qui a précédé cette campagne de reboisement de 2014. Au total, 113 ha de superficies ont été reboisés et mis en défens pour la mangrove. Ces opérations sont liées au programme MFS II – Ecosystem Alliance

e. Cours sur " l'Ecole Mangrove " en Afrique de l'Ouest

Wetlands International et l'ISE signent un protocole d'accord

Wetlands International Afrique et l'Institut des Sciences de l'Environnement (ISE) de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar, Sénégal, ont signé le 23 avril 2014 un protocole d'accord et de coopération. Ce partenariat entre dans le cadre de la mise en œuvre future du Cours sur " l'Ecole Mangrove ", une idée novatrice de Wetlands International en partenariat avec l'Université des Nations Unies du Canada pour contribuer à la formation des compétences dans le domaine de la mangrove dans la sous-région.



Prof Serigne Amadou Ndiaye, Doyen de la Faculté des Sciences et Techniques de l'UCAD et M. Ibrahima Thiam, Directeur Régional Afrique de Wetlands International parafant le document en présence du Pr Bienvenu Sambou, Directeur de l'ISE

Ce protocole d'accord signé est un pas franchi par les deux institutions dans la tenue du futur cours sur la ressource mangrove en Afrique de l'ouest. L'Université va ainsi mettre son expérience et son expertise au service du cours sur " l'Ecole Mangrove ".

f. Gestion durable des mangroves en Afrique

Les jalons posés à Abidjan pour l'élaboration d'un Protocole additionnel à la Convention d'Abidjan par les experts africains

Pour une gestion concertée et durable des écosystèmes de mangroves de la côte atlantique des régions de l'Afrique de l'ouest, du centre et du sud, les experts africains ont enclenché le processus de mise en place d'un Protocole additionnel à la Convention d'Abidjan. La 1ere réunion du groupe d'experts africains consacrée à cette initiative, s'est tenue à Abidjan, Cote d'Ivoire, du 25 au 27 novembre 2014. Elle a abouti à un total de dix sept (17) recommandations parmi lesquelles :

- l'évaluation chiffrée des biens et services des mangroves (étude à commanditer),
- la promotion des évaluations environnementales (projets hydrocarbures),
- l'intensification des efforts de reboisement de mangrove,
- la prise en compte davantage des mangroves dans la création de sites et réserves d'aires marines et côtières protégées,



Groupe des Experts Africains pour la gestion durable des mangroves, à Abidjan, Côte d'Ivoire (Source : EL H Ballé SEYE/ UICN Sénégal)

- la prise de mesures de préservation et d'atténuation des paramètres de dégradation des mangroves
- l'inventaire de tous les textes législatifs et réglementaires sur les mangroves au niveau de chaque Etat partie,
- la promotion du principe de gestion intégrée des écosystèmes mangroves et enfin,
- des études de faisabilité sur le carbone bleu, et d'autres mécanismes de financements innovants

A l'issue de la rencontre, une feuille de route a été établie pour le déroulement du processus et avec pour objectif la finalisation de l'avant-projet de Protocole additionnel au plus tard en mars 2015 en vue d'une approbation par la prochaine Conférence des Parties (COP) en 2015 en Gambie. Les institutions responsabilisées pour son exécution, sont d'une part, le Secrétariat de la Convention d'Abidjan et, d'autre part, Wetlands International et l'IUCN dont les travaux et les expériences ont par ailleurs été magnifiés par le panel des experts africains.

2. Des Activités Génératrices de Revenus comme mesures d'accompagnement contre la pression exercée sur la mangrove

Dans sa stratégie de lutte contre la déforestation des mangroves dans la sous-région, Wetlands International s'investit pour la réduction des pressions humaines sur cette ressource. L'un des moyens utilisés par l'organisation pour réaliser son objectif est le renforcement des moyens de subsistance des populations et communautés dépendantes et vivant dans les zones de mangroves. A cet effet, nombre d'initiatives de développement ou de renforcement d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) au profit des populations locales dans différents sites au Sénégal, en Guinée-Bissau et en Gambie, ont été développées.

a. Sénégal/ Fumage de poisson, maraichage, apiculture et ostréiculture

Dans les villages de Thialane et de Diamniadio dans les Iles du Saloum, des fours améliorés ont été réalisés en partenariat avec Enda-Energie pour le fumage des poissons. Inscrit dans le cadre du programme MFS II - Ecosystem Alliance, il s'agit, à travers cette initiative, d'influer sur le phénomène de coupe du bois de mangrove utilisé par les populations pour le fumage. Les fours améliorés, tout en perfectionnant les conditions d'exécution de l'activité de fumage, permettent de réduire la consommation de bois nécessaire.



Visite de l'Equipe d'EA dans les Iles du Saloum en février 2014. Ici à gauche un four amélioré en finition pour le fumage du poisson à Thialane

Appuyé par Wetlands International à Dassilamè Sérère (Région de Fatick), le Comité Inter villageois a mis en place un grand périmètre maraîcher de plus de 10 ha exploité essentiellement par les femmes de la localité dans le souci de mieux renforcer les moyens de subsistance.

Les activités liées à l'apiculture de mangrove et à l'ostréiculture ont aussi démarré. Cent (100) ruches et plus de 35.000 mètres de guirlandes sont installés dans la commune de Toubacouta.

Il s'y ajoute les visites d'échanges aller et retour entre les localités de Dassilamè Sérère et du Gandiole dans la région de Saint-Louis entre mars et mai 2014 notamment sur les techniques ostréicoles pour renforcer le pouvoir économique des femmes.



Périmètre maraîcher des femmes de Dassilamè



Ruches pour l'apiculture de mangrove

b. Guinée-Bissau/ Du matériel horticole pour soulager les communautés locales.

Grace au projet Démo No5 du Grand écosystème marin du courant des Canaries (CCLME) exécuté conjointement avec l'IUCN, Wetlands International Afrique a mis à disposition une décortiqueuse à riz au profit des populations du village de Cubampor Felupe. Ce don de matériel vise à alléger la pénibilité à laquelle doivent faire face les populations qui parcouraient de longues kilomètres avant de pouvoir décortiquer leur récoltes.

En sus de cette action, le projet a pourvu le village de Campada Maria en puits d'irrigation et en matériels d'exploitation et de clôture respectivement pour le déroulement et pour la sécurisation du champ. Dans le même temps, un appui à l'identification et la délimitation d'un autre périmètre maraîcher a été effectif dans la localité d'Antotinha. Ainsi, un vaste espace de presque un hectare, nécessitant au moins 4 puits pour couvrir les besoins d'irrigation, a été choisi pour le développement d'activités maraîchères qui ont démarré.

L'objectif visé est d'œuvrer à la conservation des mangroves dans les zones d'intervention à travers le développement de ces activités parallèles qui devraient contribuer à faire baisser les pressions humaines sur les écosystèmes de mangrove dans le pays.



Décortiqueuse à riz de Cubampor Felup

Wetlands International Afrique accompagne les associations des femmes qui gèrent ces différentes activités dans la facilitation et l'appui dans le suivi financier des ressources qui sont générées par les activités.



Le Coordonnateur national de Wetlands International, remettant le matériel aux bénéficiaires

c. Sénégal / Le projet "Valorisation de l'anacarde pour une gestion durable de la mangrove" dans la commune de Sokone lancé

C'est la mairie de Sokone dans la région de Fatick (centre ouest du Sénégal) qui a servi de cadre les 12 et 13 juin 2014, pour le lancement du projet de valorisation de l'anacarde pour une gestion durable de la mangrove dans la zone de Sokone. Financé par le Programme MFS II-Ecosystem Alliance, le projet vise à promouvoir des produits de qualité issus de l'anacarde et à réhabiliter les superficies de mangrove dégradées dans cette partie du delta du Saloum.

Ledit projet entend aussi valoriser la chaîne de valeur de l'anacarde, devenue un important écosystème dans la ville de Sokone et de son hinterland.

Il s'agit pour Wetlands international et ses partenaires de l'IUCN Pays-Bas et de Both Ends, d'arriver à la création d'un label des produits de l'anacarde " made in Djuingily " .



Lancement du projet "Valorisation de l'anacarde pour une gestion durable de la mangrove" dans la zone de Sokone en juin 2014 à l'hôtel de ville



Participants à l'Atelier de lancement dudit projet en juin 2014 à la mairie de Sokone

Les principales cibles de cette initiative sont les acteurs directs de la chaîne de valeur anacarde composée des producteurs et des transformatrices, des populations riveraines des zones de mangroves, des services techniques et de la mairie. Pour l'heure, ces acteurs de la filière anacarde ont été formés sur les techniques de surveillance, de protection et de reboisement de mangrove. Ils vont contribuer à la mise en place d'une Association des amis de la mangrove, vont favoriser la mise en défens de 50 ha et ont reboisé 10 ha de mangrove.

A terme, cette initiative dans la zone de Sokone permettra de mieux exploiter les plantations d'anacardières et les retombées économiques de l'anacardier seront appréciées dans l'économie locale et un plan d'intervention technique et agroforestière sera établi pour Sokone et sa périphérie immédiate.

d. Mali/ Bioright dans les villages d'intervention du PfR

Les activités bio-right ont été lancées dans trois villages où le PfR intervient à savoir :

- Gourao-Bozo, commune de Déboye pour la Bourgouculture sur 15 Ha contre un prêt de 2.000.000 de FCFA à la caisse d'épargne CAMEC de Youwarou ;
- Débaré-Tioka, commune de Déboye pour le reboisement sur 2 Ha contre un prêt de 1.000. 000 de FCFA à la CAMEC de Youwarou ;
- Saba, commune de Dialloubé pour la Bourgouculture dans la mare de sabacouma sur 8 Ha contre un prêt de 1.000.000 de FCFA à la CAMEC de Mopti.

Le suivi a permis de constater que le bourgou est en bon état d'évolution.

e. Nigéria/ L'approche bio-Right au service de la protection de l'environnement et de la subsistance des communautés

"Bio Right" Bio-droits est un mécanisme de financement innovant pour concilier lutte contre la pauvreté et conservation de l'environnement. En fournissant des microcrédits pour le développement durable, l'approche permet aux collectivités locales de s'abstenir de pratiques non durables et de participer activement à la conservation de l'environnement et à sa restauration.

Au Nigéria, c'est une approche dont le but est de trouver du microcrédit aux femmes qui s'adonnent à des activités basées sur la coupe du bois. C'est un moyen pour ces dernières de se tourner vers d'autres activités génératrices de revenus.



Réunion avec la communauté d'Asarama, Nigéria durant l'introduction des Bio-Rights

Partant de l'expérience réussie au Mali, Wetlands International entend rééditer au Nigéria les réussites obtenues à travers l'approche innovante d'intervention dite bio-right. Ainsi, dans le cadre du projet Moyens Durables de Subsistance et la Biodiversité (SLBP) et durant le deuxième semestre de l'année, plusieurs actions ont été menées en partenariat avec la Foundation & Living Earth Nigerian et Conservation Foundation pour poser les actes nécessaires à la réussite d'une telle initiative dans le pays et la zone d'intervention du projet.

Aussi, les chefs communautaires, les autorités gouvernementales ainsi que les gouvernements des Etats ont-ils été sensibilisés sur le concept et la démarche du Bio-Right. L'étape suivante a été de procéder à la sélection des bénéficiaires de l'initiative puis de les appuyer dans la création de groupes informels. Après une réévaluation des moyens de subsistance durables dont disposent les groupes mis en place et un choix conjoint des sites d'intervention, les activités à mettre en œuvre ont été validées avec la participation des différents acteurs.

f. Kenya/ Importance du bio-right sur les populations

L'enquête ouverte sur l'applicabilité des Bio-Rights et le profilage des écosystèmes, a permis de savoir que l'approche Bio-right était viable pour chacune des cinq communautés vivant autour du fleuve Waso. Sur financement de l'agence suédoise de développement international (SIDA) à travers l'ONG locale ACT, le but recherché par le projet Alliance du fleuve Waso pour les Communautés Résilientes au Climat (WARA-CLIREC) était de déterminer l'état des écosystèmes locaux associés au fleuve Waso et ses zones riveraines. Cette approche est aussi liée à l'évaluation de la vulnérabilité climatique pour ces communautés locales.

3. Réhabilitation des terres dégradées

a. Sénégal/ Récupération des terres salées dans la zone du Sine Saloum



Plantation d'Eucalyptus dans le village de N dof (Région de Fatick) au Centre ouest du Sénégal

Dans le cadre du Programme MFS II Ecosystem Alliance, Wetlands international poursuit sa stratégie de récupération et de valorisation de terres salées dans la région de Fatick au centre ouest du Sénégal. L'organisation et ses partenaires (ici le Conseil Régional de Fatick), ont organisé une campagne de reboisement du 02 au 04 septembre 2014, dans le village de N dof dans la Commune de Loul Sessène. Cette opération a permis de reboiser près de 2,67 ha avec près de 3.000 plants d'eucalyptus mis en terre.

Avec ces opérations de reboisement, 150 ha de terres salées dans les espaces forestiers de la région ont été récupérés pour répondre aux conséquences de la surexploitation des ressources forestières et des changements climatiques. Ces facteurs ont eu comme effet la salinisation des sols qui s'accroît de jour en jour

b. Un nouveau plan de gestion pour la Réserve Spéciale d'Avifaune du Ndiael (RSAN), Sénégal

Dans le cadre des programmes MFS II Ecosystem Alliance et Living on The Edge (LoTE), Wetlands International, en partenariat avec Actenburg Wynenga (A&W), un bureau d'études néerlandais, l'UICN Pays-Bas et Both Ends, a initié l'actualisation du plan de gestion de la Réserve Spéciale d'Avifaune du Ndiaël (RSAN) pour la période 2015-2020. Réalisée à travers les activités du projet " Contribution à la remise en eau du Ndiaël ", cette mise à jour du plan de gestion a connu la participation active de l'unité de coordination de la réserve et de l'Association Inter-Villageoise (AIV) du Ndiaël les 17 et 18 juin 2014 à Ross-Béthio (Nord du Sénégal). Cet exercice participe au processus de mise en place des préalables nécessaires à une bonne réussite de la réhabilitation du bassin de Ndiaël à travers sa remise en eau. Le nouveau document de plan développé sera validé au cours de l'année 2015 et constituera la nouvelle feuille de route pour la gestion du Ndiael (Site Ramsar) pendant les 5 prochaines années.



Participants à l'atelier pour le nouveau Plan de gestion du Ndiel et Vue de la RSAN

c. La plantation d'arbres pour la fixation de dunes fait ses preuves contre l'ensablement de terres au Mali

Face aux menaces d'ensablement auxquelles fait face leur commune, les populations locales de Déboye ont, avec l'appui de Wetlands International, expérimenté avec succès la stabilisation de dunes de sable avec



Dunes de sables fixées par l'Euphorbe dans la Région de Mopti, Mali

des plantations d'Euphorbia balsamifera. Ces actions menées sous le programme Partenaires pour la Résilience (PfR) a permis de mettre un coup d'arrêt à l'avancée de dunes de sables en direction des habitations et des champs.

La fixation biologique de dunes de sable dans trois communautés villageoises a permis de stabiliser des dunes qui avançaient vers les habitations, les écoles... avec

l'Euphorbia balsamifera.

Planifiés pour durer jusqu' à la fin du projet en fin 2015, ces travaux et techniques de protection suscitent un grand engouement auprès des populations. Ils ont déjà permis de réaliser la sécurisation de 1255,25m² et de 1174,7m² de surfaces respectivement dans les localités de Sambéri et de Sobé.

d. Réhabilitation du Chenal Koronsowal au service de la subsistance des populations de Noga au Mali



Chenal de Noga, Région de Mopti, Mali

D'une longueur de 2104 m, le curage et le recalibrage du chenal Koronsowal dont les travaux ont commencé à Noga vont permettre d'inonder et de reconstituer les services écosystémiques de 5 mares et plaines attenantes. Avec une superficie totale avoisinant les 5000 ha, ces zones humides fournissent des sources de subsistances qui profitent à six (6) autres villages de la zone en plus de celui de Noga. Avec ces travaux, Wetlands International à travers le programme PfR, réalise un rêve si cher aux habitants du village de Noga et de ses environs estimés à près de 10.000 âmes.

C. CONSERVATION DE LA BIODIVERSITE

1. ESPECES ET VOIES DE MIGRATION

a. coopération internationale sur la conservation des oiseaux migrateurs au niveau de la voie de migration Atlantique-Est

« Oiseaux d'eau migrateurs liens entre les zones humides et les hommes », la devise du Programme de Wetlands International sur les voies de migration a été mise en pratique et concrétisée avec la signature d'un protocole d'accord de coopération et d'échange d'informations entre des acteurs Russes, Mauritaniens et Sénégalais.

Sous la bannière des activités de son projet « Arctic to Africa » financé par la Fondation Arcadia, Wetlands



la délégation russe au Parc National des Oiseaux de Djoudj, Sénégal, février 2014

International a facilité et appuyé les discussions et échanges entre les différentes parties qui sont : l'Etat de Nenetsky en Russie (à travers la direction de la Réserve d'Etat), la Mauritanie (à travers la direction du Parc du Diawling) et le Sénégal (à travers la Direction des Parcs Nationaux). L'intention de collaboration des différentes parties impliquées, le processus de formalisation de cette coopération entre sites de reproduction et sites d'hivernage des oiseaux migrateurs s'est traduit par une série de deux visites d'échanges entre les différents partenaires.

Une première visite effectuée en février 2014, a permis aux partenaires Russes de l'Etat de Nenetsky de se rendre au Sénégal et de mener les premières discussions sur le terrain avec les responsables sénégalais et Mauritaniens du

complexe Djoudj-Diawling, un des importants sites de concentration des oiseaux migrateurs en Afrique de l'ouest pendant la période d'hivernage.

Une deuxième visite effectuée en juin 2014 a, cette fois, permis aux représentants sénégalais et mauritaniens de se rendre en Russie (Etat de Nenetsky) pour finaliser les discussions et procéder à la signature du document de protocole.



Visite retour de l'équipe d'A2A en juin 2014 à Nenetsky en Russie

Cette initiative contribue bien à la mise en œuvre du Plan stratégique Ramsar et la résolution 5.20 de l'AEWA sur le jumelage entre les sites le long de la voie de migration Atlantique-Est. Le protocole d'accord met un accent particulier sur le soutien à l'identification des besoins des gestionnaires de sites, à la promotion d'activités conjointes de recherches, à la communication et la sensibilisation, à la mise en œuvre des conventions internationales et à plus d'échanges d'informations techniques entre les sites.

b. Vers un plan stratégique de conservation sur le delta du fleuve Sénégal

Dans le cadre de ses actions en faveur de la protection et de la conservation des oiseaux migrateurs et leur habitat le long de la voie de migration de l'Atlantique-Est, Wetlands International a initié depuis l'année 2013, l'élaboration d'un plan stratégique de conservation sur la zone du Delta du fleuve Sénégal, en Afrique de l'Ouest. Mise en œuvre à travers les activités du projet « From the Arctic to Africa », l'élaboration de ce plan permettra, à terme, de définir sur la période 2015-2025, les mesures stratégiques à mettre en œuvre pour pérenniser le mariage entre la zone du Delta du fleuve Sénégal et les oiseaux d'eau migrateurs.



Présidium lors de l'atelier de concertation et de modélisation du plan stratégique sur le Delta du Fleuve Sénégal à Saint-Louis(Sénégal)

L'année 2014 a été celle d'avancées appréciables vers l'objectif fixé avec la tenue, en août, de l'Atelier de concertation et de conceptualisation du plan organisé à Saint-Louis au Sénégal. Les acteurs de la région ayant pris part à cette rencontre sont des gestionnaires de parcs et réserves de la zone cible, des représentants d'institutions et de services publics régionaux, d'ONG nationales et internationales, d'associations communautaires, de structures d'aménagement, de collectivités locales, des universitaires, etc. en provenance du Sénégal et de la Mauritanie.



Participants à l'atelier de Saint-Louis organisé par A2A en août 2014

Cet atelier a, dans une approche participative, permis d'analyser, de discuter et d'opérer des choix quant aux principaux éléments de base dans l'architecture et le contenu du plan stratégique de conservation. Huit principaux éléments de conservation ont été retenus pour focaliser les efforts sur la zone tant au niveau de la biodiversité des oiseaux migrateurs que de leurs habitats. Le document de plan stratégique final est prévu pour 2015.

c. Un mirador dans le Ndiael pour la surveillance de site et le suivi de l'Avifaune



Le Mirador de Yowré dans la Réserve du Ndiael

Réalisé dans le cadre des activités des programmes MFS II – EA et Living on The Edge (LoTE), le mirador de Yowré (dans la Réserve Spéciale d'Avifaune du Ndiael (RSAN)) a été mis en place en vue de la prochaine remise en eau de la réserve à laquelle contribue Wetlands International et ses partenaires UICN Pays-Bas, Both Ends et A&W en étroite collaboration avec l'Association Inter-Villageoise (AIV) du Ndiaël. Cet ouvrage constitue par ailleurs un des éléments infrastructuraux de base nécessaire à la promotion de l'écotourisme que l'AIV entend développer dans la zone et pour lequel plusieurs projets sont prévus par les populations locales.



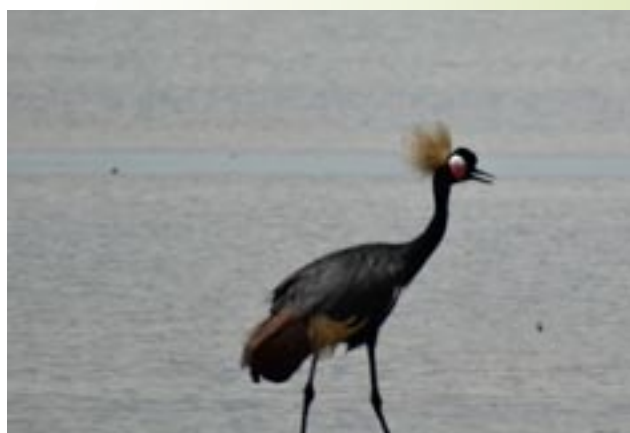
Femmes du Ndiael lors de l'inauguration du Mirador de Yowré en février 2014 et la délégation de Wetlands International

d. "Conservation de la Grue couronnée en Afrique de l'ouest" : Suivi du comportement reproducteur de la *Balearica pavonina pavonina* en Haute Casamance au Sénégal.

Dans le but d'actualiser les données existantes sur la Grue couronnée noire, espèce vulnérable inscrite depuis 2010 sur la liste rouge de l'UICN, le projet "Conservation de la grue couronnée en Afrique de l'Ouest" a diligenté une étude de recherche sur l'écologie de l'espèce ainsi que les menaces qui pèsent sur elle dans cette zone du sud Sénégal. Financé par le Zoological Society (NEZS) / Chester Zoo et la Fondation Mava puis exécuté par Wetlands International Afrique et BirdLife, l'objectif à terme de ce projet est de mettre à disposition la base nécessaire à l'élaboration d'un plan d'action pour la conservation de l'espèce et de ses habitats dans la sous-région ouest-africaine.

La Grue couronnée est une espèce inféodée aux zones humides. En Casamance, ses principales zones d'alimentation sont les rizières inondées d'eau pluviale. Elle se repose sur les tannes et les petits baobabs. La sous-espèce de grue couronnée *Balearica pavonina pavonina* n'est présente qu'en Afrique subsaharienne occidentale, du Sénégal au Tchad. Toutefois, depuis quelques années, sa survie est menacée par beaucoup de facteurs autant biotiques qu'abiotiques. C'est pourquoi, la mission a consisté à étudier l'éthologie de cette espèce, plus précisément son comportement reproducteur en Haute Casamance, Sénégal.

• Nidification de l'espèce



Une grue couronnée dans son habitat

En Casamance, les îlots isolés des cours d'eau constituent l'essentiel du site de nidification de la grue couronnée, dans des buissons de *Sporobolus robustus*. L'espèce niche au sol en construisant généralement un gros nid dont le diamètre peut varier entre 50 cm et 1 m, la hauteur du nid variant entre 7 et 15 cm. Le couple construit le nid ou bien le réhabilite. Dans un même buisson, on peut trouver 2 à 3 anciens nids du même couple, et un parmi ces anciens nids peut être renouvelé pour les besoins de nidification.

Son territoire peut s'étendre sur 500 m² voire 1 km². La grue est très liée à son territoire. Et pour cause, pendant la saison de reproduction, de l'élevage des petits jusqu'à leur envol et en période de récolte entre Novembre et Janvier, elle fréquente de façon permanente les champs de riz en

causant souvent des dégâts. Les populations casamançaises restent toujours impuissantes devant ces dégâts à cause du caractère sacré de l'espèce dans la zone (voir plus loin).



Le technicien (à gauche) et la stagiaire (à droite) faisant le suivi des nids

En outre, les discussions avec les populations locales ont permis de découvrir l'importance de cette espèce aux yeux des casamançais.

• Caractère sacré de l'espèce en Casamance

En pays diola, il y a des relations séculaires entre la grue couronnée et les communautés locales, un lien sacré.

Les grues, fréquentent les rizières de la Casamance depuis très longtemps. Elles seraient responsables de la maîtrise de la riziculture savante pratiquée par l'ethnie Diola et de la fertilité des sols, si l'on en croit les notables des villages visités. Elles annonceraient aussi les bonnes récoltes par leur présence et leur abondance dans les rizières en début de saison des pluies (entre Mai et Juin). Les grues annonceraient également les mauvaises nouvelles au sein des villages, les messages qu'elles transmettent étant décryptés par certaines familles qui les considèrent comme leur alter-ego. La grue couronnée est donc considérée en milieu Diola comme une représentation surnaturelle, une espèce sacrée.



Enquêtes auprès des personnes ressources des villages visités

Un Plan de gestion pour la protection de l'espèce

Définir et mettre en œuvre des plans de gestion spécifique et une amélioration du statut de protection de la grue couronnée, telle est la principale recommandation à l'issue des enquêtes de terrain menées en Casamance dans le cadre du Projet "conservation de la grue couronnée en Afrique de l'ouest". Il est aussi important de procéder à un reboisement significatif de la mangrove, une gestion de la salinisation du Marigot de Baila à travers le fleuve Casamance, une campagne de sensibilisation et d'éducation environnementale mais aussi et surtout assurer un suivi continu de l'habitat de la grue couronnée. Cela est une impérieuse nécessité pour la bonne et simple raison que l'habitat de la grue couronnée, constitué essentiellement de mangrove, est fortement dégradé.

Il s'y ajoute les nombreuses menaces qui pèsent sur cette espèce. Il s'agit de la salinisation progressive du fleuve Casamance qui conduit à une altération des sols, au rétrécissement de la couverture végétale de la mangrove et à la réduction des sites de reproduction de la grue couronnée.

Toutefois, l'espoir est permis quant à une meilleure protection de cette espèce en Casamance où sa sacralisation constitue une assurance à sa survie.



Une portion de mangrove asséchée, un des habitats de la grue

2. Restauration d'Habitats

A travers le projet A2A, Wetlands International a participé au financement d'opérations de réhabilitation de certaines zones au niveau du Parc National des Oiseaux du Djoudj (PNOD). Au moins 3000 ha de surfaces ont été nettoyés pour consolider et élargir les zones curées en 2013. En plus de l'enlèvement de plantes aquatiques envahissantes, quelques chenaux et mares ont été curés pour un meilleur écoulement de l'eau dans le parc et pour l'ouverture de nouveaux circuits de visites pour l'exploitation des potentialités du site.



Espace récupéré à l'issue de la restauration des habitats et baptisé du nom de l'ex-conservateur en retraite depuis décembre 2014

D. GESTION INTEGREE DES RESSOURCES EN EAU

a. L'Afrique à Dakar (Sénégal) pour réfléchir sur les problèmes de l'Eau pendant la 5^e Semaine Africaine de l'Eau

Organisée par le Conseil des Ministres Africains en charge de l'eau (AMCOW), la 5^e Semaine Africaine de l'Eau (26 au 31 mai 2014), a été une haute tribune pour débattre de la lancinante question de l'accès à l'eau et à l'assainissement sur le continent. L'édition 2014 est intervenue dans un contexte particulier. L'Afrique est un an de l'échéance 2015 pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Or, l'eau reste encore une denrée rare pour 300 millions d'individus en Afrique.

En ouvrant les travaux, le Premier ministre du Sénégal a invité tous les Etats africains à penser à des politiques plus efficaces pour une exploitation à bon escient de ce liquide précieux dont le déficit criard inquiète sous nos cieux.



Mme Aminata Touré, le Premier Ministre du Sénégal en compagnie de Mme Sarah Reng Qchekpe du Nigéria, Présidente par intérim du Conseil des Ministres Africains en charge de l'Eau (AMCOW) visitant ici le stand que Wetlands International partageait avec les autres structures du Groupe Sénégal

D'importantes décisions ont sanctionné cette 5^e Semaine Africaine de l'Eau. Il s'agit par exemple de l'engagement du Conseil des Ministres Africains de l'Eau de faire de "La sécurité de l'eau et de l'assainissement pour la croissance en Afrique", un objectif stratégique de l'AMCOW jusqu'en 2015, de l'engagement des Etats à s'atteler au déficit infrastructurel permanent et persistant de l'Afrique, en particulier à la priorisation de la mise en œuvre de projets hydrauliques pour faire avancer l'utilisation durable de l'eau pour soutenir l'agriculture, la sécurité alimentaire, la croissance et la gestion des eaux usées et de la pollution entre autres.

La rencontre s'est terminée avec l'AG de l'AMCOW qui a consacré l'élection du Sénégal à la présidence du Conseil des ministres jusqu'à la 6^e semaine africaine de l'eau en 2016.

b. 5^e Semaine Africaine de l'Eau à Dakar, le groupe AfriWater COP planche sur la sécurité en eau pour tous en Afrique

Les écosystèmes comme les zones humides et les forêts offrent de nombreux avantages aux sociétés. Cependant, ils ne sont pas souvent pris en compte dans la planification et la gestion des ressources en eau.

L'application des solutions environnementales et sociales pour garantir la sécurité en eau pour tous en Afrique, a été au cœur des communications et débats parallèles à l'initiative d'AfriWaterCOP (Community of Practice) durant les manifestations de la 5^e Semaine Africaine de l'Eau.

• Importance des infrastructures naturelles



Richard Dacosta, chargé de projet au bureau Afrique de Wetlands International à Dakar, Sénégal

La 1^{ere} communication a porté sur la problématique de l'eau en Afrique et du rôle des infrastructures naturelles (zones humides). A travers cette communication, M. Richard Dacosta de Wetlands International, a expliqué la place de l'eau en Afrique ainsi que les défis des pays africains en matière de gestion durable de cette ressource face aux effets de phénomènes extrêmes (inondations et sécheresse).

Il a ensuite abordé le rôle des infrastructures naturelles en tant que réservoir pour beaucoup de besoins humains de base (eau, nourriture, loisirs, etc.).

Un accent particulier a été mis sur l'importance des écosystèmes, véritables infrastructures naturelles qui si elles sont bien entretenues, permettent aux populations d'augmenter leurs résiliences face aux phénomènes extrêmes, tout en constituant un réservoir pour les eaux d'inondations.

Des recommandations ont été faites pour que les efforts soient recentrés sur la gestion de l'interface production/valorisation et conservation, sur une prise en compte de l'approche évaluation économique des écosystèmes (TEEB) pour des infrastructures naturelles plus économiques, et de faire le juste dosage entre Infrastructures Naturelles et Ouvrages Structurants (barrages avec ou sans retenue).

• Approche négociée pour la gestion de l'eau

Présentée par Sena Alouka, représentant des Jeunes Volontaires pour l'Environnement (JVE) du Togo, cette nouvelle approche s'inspire de l'Inde où elle a vu le jour. Elle associe les acteurs directement impliqués dans le processus de gestion de l'eau et propose une démarche qu'il faut essayer de vulgariser davantage pour une gestion plus démocratique de l'eau à en croire le communicateur. Cette démarche se veut complémentaire



Sena Alouka, directeur exécutif de Jeunes Volontaires pour l'Environnement du Togo



Side event organisé par le groupe AfriWaterCOP, composé de Wetlands International et d'autres organisations de la société civile africaine au King Fahd Palace, Dakar

à la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) dont le présentateur a aussi montré les failles. Les débats ont tourné autour de la GIRE et de l'approche négociée ainsi que de la manière de procéder pour que les infrastructures naturelles remplissent pleinement leur rôle en tant que infrastructures naturelles à côté des ouvrages structurants.

c. Kenya / Le plan de gestion intégrée du lac Naivasha validé

Le Plan de gestion intégrée du lac Naivasha a été finalement validé le 28 avril 2014. Ce fut lors d'une cérémonie colorée à l'Institut de formation de la faune du Kenya (KWSTI) à Naivasha. L'élaboration du document a été possible grâce à l'appui de Wetlands International qui a enclenché le processus de développement dudit plan en 2010 à travers le « Programme zones humides et moyens de subsistance » en collaboration avec l'Institut de formation de la faune du Kenya. Les autres intervenants tels que le WWF et RECONCILE se sont ralliés plus tard au processus de développement du plan qui a nécessité un coût total final estimé à 5 millions de shillings (soit 46.296 euros).



Lancement du Plan de gestion intégrée du Lac Naivasha, au Kenya, le 28 Avril 2014

Le Ministère de l'Eau, de l'Environnement et des Ressources naturelles, a exhorté tous les acteurs à prendre soin de la nature avant qu'elle ne se fâche.

L'absence de structures de gestion puis de connaissances et compétences nécessaires de management a été à l'origine de la dégradation du lac Naivasha situé à 90 Km au Nord ouest de Nairobi. C'est dire donc que ce plan de gestion vient à un moment opportun et la tutelle a promis le soutien de son département à sa mise en œuvre.

Les partenaires au développement dont Wetlands International, WWF et RECONCILE ont aussi réitéré l'importance de veiller à ce que le plan soit mis en œuvre. Ils ont en outre appelé à la création d'un forum des parties prenantes pour une meilleure coordination et harmonisation des actions.

d. Kenya/Evaluation Economique des Ecosystèmes et de la Biodiversité : un rôle essentiel pour la prise de décisions

Un atelier de formation sur l'eau et les zones humides tenu à Nairobi du 7 au 9 Juillet 2014, a permis de discuter de quelques-uns des défis auxquels fait face l'Afrique dans la gestion du développement. Cette rencontre a souligné le rôle essentiel de l'évaluation des écosystèmes pour la prise de décision.



Participants à l'atelier TEEB en juillet 2014 à Nairobi, Kenya

Organisé à l'initiative de Wetlands International, de l'UICN Pays-Bas et de Both Ends en étroite collaboration avec l'Université libre d'Amsterdam, l'Université de Nairobi et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), cet atelier de formation a réuni 25 participants pour un partage de connaissances et de conseils sur les différentes techniques et stratégies d'évaluation pour convaincre les décideurs sur la valeur des zones humides.

A la fin, les participants ont affirmé que la formation a renforcé la compréhension et l'appréciation sur l'évaluation économique des écosystèmes et de la biodiversité (TEEB) comme un outil pour la prise de décision et de concertation sur l'eau et la gestion des zones humides, entre autres résultats.

E. ZOOM SUR LES PARTENAIRES POUR LA RESILIENCE (PfR) AU MALI

Wetlands International dans le cadre du Programme Partenaires pour la Resilience (PfR) mis en place avec la Croix Rouge Néerlandaise, Care International Mali, Cordaid, le Centre sur le Climat de la Croix Rouge et du Croissant Rouge ainsi que des organisations maliennes de défense de l'environnement intervient au Mali depuis 4 ans maintenant. A travers ce programme, l'organisation s'investit dans l'adaptation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophes via la gestion et la restauration des écosystèmes.

L'objectif est de réduire l'impact des catastrophes naturelles sur les moyens d'existence des communautés vulnérables et à terme de faire en sorte que les collectivités soient plus résilientes face aux aléas du changement climatique. Il s'agit aussi d'influencer l'environnement institutionnel au niveau, régional, national et international pour intégrer les approches de Réduction des Risques de Désastres (RRD) / de l'Adaptation au Changement Climatique (ACC) / de Gestion des Ressources Environnementales (GRE)

Au Mali, comme dans les autres 8 pays où il intervient, le programme PfR a mis en place une approche intégrée qui vise à lutter contre la sécheresse et les inondations. Trois (3) axes majeurs sous-tendent les actions : la réduction de la pauvreté, le renforcement de capacités des acteurs et le plaidoyer.

Le PfR intervient dans 20 villages de la région de Mopti et s'investit dans la réhabilitation des écosystèmes dégradés et la restauration de certaines espèces végétales, la fixation de dunes, le creusement de diguettes pour l'augmentation de la productivité agricole et l'amélioration des revenus des femmes

Durant l'année 2014, plusieurs réalisations ont été accomplies dans la région de Mopti dans le Nord et le Centre du Mali au grand bonheur des populations bénéficiaires estimées globalement à 27.896 âmes. Il s'agit notamment de trois (03) communes rurales ou districts (Konna, Borondougou et Dialloubé) dans le cercle de Mopti et de deux (02) communes rurales ou districts (Deboye et Youwarou) dans le cercle de Youwarou au niveau de la région de Mopti (Nord Mali)

Les activités menées sur le terrain sont :

- la construction de petits réservoirs pour améliorer l'approvisionnement en eau potable,
- la diversification des moyens d'existence en tant que stratégie pour la subsistance pendant la sécheresse
- le reboisement de pentes instables telles que les dunes de sable
- l'alerte précoce action rapide avant les catastrophes (sécheresses et inondations)
- la mise en place de pluviomètres dans tous les villages pour permettre aux paysans de mieux prendre en compte les paramètres de pluies dans leur comportement et les activités agricoles
- des semences améliorées plus résistantes à la sécheresse et mieux productives au profit des producteurs locaux
- la formation et l'encadrement dans le domaine de l'agriculture
- l'augmentation des rendements et des revenus des producteurs locaux.
- des périmètres maraichers d'un (01) ha aménagés dans chaque village pour accompagner les femmes dans l'amélioration de leur productivité agricole et par la suite de leur pouvoir d'achat
- la récupération de terres salées et impropres à la culture puis mises à la disposition des populations locales



- la mise en place d'un crédit revolving doté d'un fonds de 6 Millions de francs Cfa au profit de groupements de promotion féminine entres autres.

Le programme PfR a aussi développé des outils d'évaluation du changement climatique dans les zones d'intervention de même que certains aspects environnementaux tels que les changements dans les bassins versants.

L'exécution de ces actions et l'obtention de ces résultats concrets ont été l'œuvre conjointe de plusieurs organisations et structures parmi lesquelles on peut citer :

- des organisations internationales : Wetlands International, la Croix Rouge Néerlandaise, Care International Mali, Cordaid, le Centre sur le Climat de la Croix Rouge et du Croissant Rouge ;

- des organisations maliennes de défense de l'environnement : le Groupe de Recherches et d'Applications Techniques (GRAT), l'Association Malienne pour la Protection et le Développement de l'Environnement au Sahel (AMPRODE/SAHEL), l'Organisation de Développement Intégré au Sahel (ODI/Sahel) ;

- des Structures Gouvernementales comme Mali Météo, Eaux et forêts, Agriculture, les structures décentralisées (Direction régionale de l'Hydraulique) ainsi que le comité de prévention et de gestion des catastrophes.



Un périmètre maraîcher pour les communautés locales bénéficiaires du PfR au Mali



Vue partielle de la digue de protection du village de Simina (par Wetlands international et Care Mali)

F. RENFORCEMENT DE CAPACITES

Comme chaque année, Wetlands International Afrique déroule sa feuille de route en terme de renforcement de capacités par l'organisation de sessions de formation à l'intention des partenaires et des bénéficiaires de ses projets et la participation active à des rencontres internationales et autres foras.



Formation sur les techniques de reboisement de mangrove, 03 septembre 2014, Sao Domingos, Guinée-Bissau

Dans le souci d'assurer la réussite des opérations de reboisement, Wetlands International renforce les capacités des populations bénéficiaires en techniques de reboisement de mangrove.

Le Projet sur les moyens durables d'existence et la biodiversité (SLBP) a adopté une approche participative qui a aidé les communautés dans la conception de leur plan. Il y a eu un diagnostic détaillé de la communauté, l'analyse des forces et faiblesses, une vision communautaire et des séances de cartographie des ressources communautaires.



Session de formation à la communauté Obiayagha lors du Plan Opérationnel du projet SLBP, Nigéria



Atelier de formation sur les techniques de lutte contre les plantes aquatiques envahissantes et nuisibles, le 18 décembre 2014, au Mali

Le 18 décembre 2014, s'est tenu dans la salle de conférence du conseil régional de Mopti, l'atelier de formation sur les techniques de lutte contre les plantes aquatiques envahissantes et nuisibles dans le delta intérieur du Niger. Il a regroupé les représentants des collectivités territoriales, les services techniques, les ONG partenaires pour la mise en œuvre du projet Résilience, les membres de la plateforme des intervenants dans le changement climatique et les communautés.

Il s'agissait de plancher sur l'amélioration de la qualité des dénombrements internationaux des Oiseaux d'Eau des



Atelier régional de l'AEWA sur le décompte des oiseaux du 9 au 13 décembre 2014 à Dakar, Sénégal

pays francophones sur initiative de l'AEWA en partenariat avec Wetlands International entre autres partenaires.



Formation en Gestion administrative et financière pour les partenaires de MFS II-EA, du 14 au 17 octobre 2014, à Foundiougne, Sénégal.

Cette session avait pour objectif un renforcement de capacités des partenaires et bénéficiaires d'Ecosystem Alliance afin de corriger les disparités notées dans l'exécution des projets et de mieux les outiller en gestion administrative comptable.

G. DES ACTIONS DE WETLANDS INTERNATIONAL ET DE SES PARTENAIRES, ILS ONT DIT :

- A propos du curage et du recalibrage du chenal de Koronsowal à Noga (Mali)



Ibrahima Sow (extrême gauche), membre du comité de prévention et de gestion des catastrophes du village de Noga (commune de Dialloubé, Mali)

“Avec le creusement du chenal, la plaine que vous voyez là va être inondée et favoriser la riziculture et la pêche dans la zone comme dans le passé. Nous avons espoir. Beaucoup de partenaires sont passés ici, cette doléance a été posée sur leur table mais ils n’ont rien pu faire, c’est pourquoi nous remercions le projet PfR. Nous sommes très contents de Wetlands International et de ses partenaires”.

- A propos de la digue mise en place à Simina au Mali



“Chaque année, nous étions sous la hantise des inondations qui détruisaient toutes nos habitations du fait de l’érosion hydrique. S’il pleuvait, on ne dormait pas à point fermé, à présent nous sommes soulagés”

Amadou Traoré, chef du village de Simina (commune de Konna dans le Nord Mali)



Youssouph Traoré, membre du comité de prévention et de gestion des catastrophes fait remarquer que l’idée du transfert du village était même agitée il y a quelques années. *“C’est ainsi que nous avons interpellé les autorités communales de Konna qui ont pris contact avec les partenaires comme Care Mali et Wetlands International qui ont volé à notre secours”* dit t-il.

Youssouph Traoré de Simina, membre du comité de prévention et de gestion des catastrophes de Simina

- A propos du renforcement de capacités des acteurs dans l’évaluation économique des écosystèmes et de la biodiversité

“La formation sur l’évaluation économique des écosystèmes et de la biodiversité nous a ouvert les yeux et l’esprit en faisant des services écosystémiques invisibles fournis par l’eau et les zones humides des ressources plus visibles en termes d’économie et de comptabilité”

Ben OPAA de l’Autorité Nationale de Gestion de l’Environnement du Kenya.

- A propos de la revitalisation du bassin du Ndiaël en collaboration avec l’AIV de la localité à travers le programme MFS 2 – EA au Sénégal



“Ce projet est très important pour nous les habitants. Le Ndiaël était un espace très riche en biodiversité, les gens qui étaient là, n’ont jamais connu l’exode rural parce qu’il y avait toutes les ressources pour vivre paisiblement dans cette zone. Grâce au projet de remise en eau, la Banque Africaine de Développement (BAD) va faire en grand, ce que nous avons réalisé avec nos maigres moyens”

Amadou Sow, Président AIV Ndiael

- A propos de la fixation des dunes de sables contre l'avancée du désert.



“ Vu les dunes de sable, l'on se croirait dans le Massif des Iforas (désert algérien) mais maintenant on a des km d'euphorbes qui ont fixé le sable. Si l'intervention de Wetlands International n'existait pas, il fallait la créer. Cette expérience doit être multipliée dans tous les autres sites du pays touchés par le phénomène ”.

Mme Tata Touré Diarra, de l'Ong ODI SAHEL, au Mali, partenaire de Wetlands International

- A propos de l'appui en terme de renforcement de capacité de gestion des membres des organisations locales partenaires



“ En ma qualité de trésorière de l'AIV de Dassilamè, j'étais un canari vide, mais par le biais de cette formation, je puis dire que si le canari n'est pas plein, il est à moitié rempli. Je suis désormais bien outillée en organisation, je connais bien l'organigramme de notre structure et j'ai des notions sur le budget”.

Mme Gnima Diouf, Trésorière de l'AIV Dassilamè

- A propos des visites d'échange entre communautés pour l'amélioration des techniques de production



Mme Ndéye Wade (en mauve), travaillant les huîtres

“Je perdais chaque jour une bassine de ma production, soit près de 25 kilogrammes d'huîtres que je récoltais du canal de Doune Baba Diéye, mon village natal, mais qui pourrissaient entre mes mains. Les pertes sèches étaient estimées à 50.000 FCFA par jour. Il m'arrive de céder le kg d'huître à 2000 FCFA”

Grâce à Ecosystem Alliance, Mme Ndéye Wade et ses amies ostréicoles du village de Gandiole (Nord du Sénégal), ont bénéficié de l'expérience des femmes de l'Association inter villageoise (AIV) de Dassilamè dans la production et surtout l'hygiène, la conservation et le stockage des huîtres. Elles ne craignent plus de

produire beaucoup d'huîtres et peuvent maintenant augmenter leur chiffre d'affaire et améliorer du coup les conditions de vie de leurs familles.

V. COMMUNICATION

Plusieurs activités de communication ont été menées pour le compte des projets du bureau régional.

a. Fred Pearce en Afrique pour la composante internationale de MFS II



Le Sénégal et le Mali ont reçu en mai 2014, la visite de Fred Pearce, écrivain et éminent journaliste britannique, spécialiste des questions environnementales. Il a séjourné en Afrique de l'Ouest pour voir de visu les réalisations du Programme MFS II Ecosystème Alliance et donner sa contribution à la communication internationale de Wetlands International.

Fred Pearce à Doune Baba Diéye dans le Gandiole (Nord du Sénégal).

b. Confection d'outils de communication

Un film documentaire de capitalisation du projet CCLME en Gambie et en Guinée-Bissau a été réalisé après 3 ans d'exécution dans ces deux pays.



Nelson Gomez Dias, Chef de programme UICN-Guinée Bissau, Alfredo Simao da Silva, Directeur Général d'IBAP, Guinée-Bissau, Sambou B. Nget, Directeur des Eaux et Forêts de Gambie et Alhagie Fatty, Chef du village de Bondali Tenda (Gambie) en interview pour le film du CCLME.



D'autres outils de communication (Policy Brief, Dépliants, Polos...) ont été confectionnés pour le compte du projet et distribués en octobre 2014 aux communautés locales et aux partenaires.

Joaozinho Sa, Coordonnateur de Wetlands International en Guinée-Bissau, remettant les outils de communication au village de Campada Maria

Site Internet et présence dans les médias sociaux

Le site web (www.wetlands.org/africa) est devenu plus attractif et le nombre de visiteurs a considérablement augmenté. C'est le même scénario pour la page Facebook ([wia.wetlandsafrica](http://www.facebook.com/wia.wetlandsafrica)) et le compte twitter ([@wiaafrica](https://twitter.com/wiaafrica)).

VI. INFORMATIONS FINANCIERES

RESUME DES REVENUS ET DEPENSES 2014 EN MILLIERS DE FRANCS CFA

	2 014	2 013
FONDS RECUS	1 924 876	1 806 817
Fonds des Projets	1 522 850	1 373 372
Fonds Institutionnels	321 285	321 759
Autres Fonds	80 741	111 686
DEPENSES	1 924 876	1 806 817
Dépenses Projets	1 244 756	1 062 738
Dépenses Institutionnelles	347 661	347 670
Avances	163 472	258 686
Provisions		
Disponibilité Banque et Caisse	168 472	137 723

LISTE DES BAILLEURS

Birdlife

Chester Zoo

DGIS / Deutch Pays Bas

Etat du Sénégal

Fondation Arcadia

Fondation Mava

ONCF

PRCM

PNUE

UAPB

Shell Nigeria



VII. L'ÉQUIPE DE WETLANDS

BUREAU REGIONAL SENEGAL



Gabin Agblonon
Chargé de Projet



Omar Ba
Jardinier



Aïssatou Bouna Badiane
Assistante de Programme



Richard Dacosta
Chargé de Projet



Ramatoulaye Diatta
Technicienne de Surface



Salimata Diallo Diop
Associée Financière



Ndeye Fatou Gueye
Assistante Administrative



Yakhya Gueye
Associé Technique



Fatou Mbengue Guenoune
Administratrice Régionale



Assitou Ndinga
Coordonnateur de Projet



Fatou Ndior
Restauratrice



Ousmane Sané
Chauffeur-Coursier



Ibrahima Thiam
Directeur Régional



Pape Diomaye Thiaré
Chargé de Communication
et Coordonnateur Médias



Frédéric Tendeng
Assistant en Communication



Pape Mawade Wade
Coordonnateur
de Programmes



Momar Wade
Chauffeur-Coursier

BUREAU KENYA



Leonard Akwany
Associé de Programme



Benedict Angano
Chauffeur



Preetika Bhanderi
Associée de Programme



Julie Mulonga
Chargée de Programme



Wendo Hausner
Chargé Résilience Climatique



Annette Odoyo
Assistante de Programme



Judith Otindo
Associée Financière

INTERNATIONAL AFRIQUE

BUREAU MALI



Aliou Diallo
Chauffeur Sévaré



Mori Diallo
Chargé de Projet



Fatoumata Doumbia
Assistante de Bureau



Ibrahima Sadio Fofana
Coordonnateur
Activités de Terrain



Sériba Konaré
Conseiller Technique



Bakary Koné
Coordinateur National



Malick Koné
Chauffeur Bamako



Assitan Sangharé
Secrétaire Comptable



Bintou Sidibé
Aide Comptable

BUREAU DE PROJET AU NIGERIA



Essien Bassey
Chauffeur



Elizabeth Odetola
Logistique
Associée de Projet



Michael A Uwagbae
Chef de Projet

BUREAU GUINEE BISSAU



Joaozinho Sa
Coordinateur National

VIII. PERSPECTIVES

L'année 2015 s'annonce sous de beaux auspices pour Wetlands International Afrique.

L'organisation a un rôle important à jouer aux cotés des partenaires comme la Convention d'Abidjan dans l'élaboration du Protocole additionnel à la Convention d'Abidjan pour la gestion durable des mangroves en Afrique.

Elle entend mettre en place des plateformes multi acteurs pour la mangrove dans les régions de Fatick et de Saint-Louis.

Il s'y ajoute l'influence sur les politiques des collectivités locales par le biais de l'éducation environnementale, l'appui à la mise en place du cadre GIRE pour le Ndiel.

Dans le cadre d'un partenariat avec l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS), le bureau régional de Wetlands International Afrique compte s'investir dans l'évaluation économique de certaines zones humides du bassin du fleuve Sénégal. Ce projet concerne les quatre(04) pays membres que sont la Guinée, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal.

En outre, le bureau du Mali va démarrer un important Programme sur la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (BAMGIRE) dans le Delta Intérieur du Niger.

Mieux, un plan quinquennal a été développé par Wetlands international Afrique pour la période 2015-2020





Wetlands
INTERNATIONAL

Conserver et Restaurer Les Zones Humides,
leurs Ressources et leur Biodiversité